

La redevance, un enjeu politique

Votation fédérale La SSR organisait un débat public contradictoire bilingue, ce jeudi soir au Gymnase de Bienne et du Jura bernois, sur l'initiative «200 francs, ça suffit!» soumise au peuple le 8 mars prochain.

Sébastien Goetschmann

La SSR Berne et son homologue germanophone de Berne, Fribourg et Valais ont ouvert la discussion, lors d'un débat contradictoire dans le cadre de la votation fédérale du 8 mars prochain sur l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!» (lire aussi par ailleurs). Jean-Michel Cina, président de la SSR, a commencé par mettre en garde sur cette initiative «qui va trop loin». En effet, si l'objet est accepté, à partir de 2029, la SSR ne percevrait plus qu'environ 630 millions de francs de la redevance, soit environ la moitié du montant actuel.

Outre l'impact sur les contenus, cela menacerait aussi près de 3000 emplois au sein de l'entreprise, et 3000 supplémentaires seraient indirectement perdus dans d'autres entreprises (auteurs, acteurs, sociétés de production audiovisuelle, secteur du bâtiment, hôtellerie, etc.).

Recenter le rôle de la SSR

Pour le conseiller national UDC de Cortébert Manfred Bühler, le média doit entrer dans le 21e siècle, en se concentrant sur le cœur de son rôle de service public. «Il faut que la SSR soit soumise à la vraie discussion, qui concerne le contenu de la concession. Elle doit faire de l'information de qualité, du débat politique, mais le divertissement et le sport ne sont pas essentiels à la formation de l'opinion. Pas plus que l'intégration de personnes étrangères ne fait partie de son mandat. Dans le mamouth SSR, il y a un potentiel d'économie suffisant», argue-t-il.

«Avec moitié moins d'argent, nous ne pourrons plus fournir les mêmes prestations dans les domaines de l'information, la culture, le sport, le divertissement, la formation, et tout cela en quatre langues», s'of-



Un panneau montre les répartitions linguistiques de la télévision suisse.



Keystone/Salvatore Di Nolfi

fusque le président du groupe audiovisuel.

David Biner, de la «Weltwoche», reproche, lui, frontalement le manque de diversité de la SSR. «La plupart des journalistes sont de gauche. Je ne suis pas prêt à payer 335 fr. par an pour ce service», lance-t-il. Ce à quoi Jean-Michel Cina rétorque qu'il y a bien des journalistes de gauche, mais qu'il ne faut pas pour autant tous les mettre en doute. «Il faut voir ce qu'ils produisent, et ils respectent leur devoir déontologique, ce que confirment plusieurs études. Il existe d'ailleurs des organes de contrôle.»

Ambition politique

Le conseiller aux Etats vaudois Pierre-Yves Maillard (PS), rebondit: «Au moins, les partisans de l'initiative sont clairs, il ne s'agit pas de pouvoir d'achat, contrai-

rement à ce qui est avancé dans la campagne. C'est politique, car la SSR serait trop à gauche pour eux. C'est de l'ambition propagandiste et idéologique. Personnellement, je paye l'impôt fédéral direct, mais je ne demande pas de quel bord politique sont les officiers de l'armée.»

«Vous comparez la sécurité nationale aux bras cassés de Couleur 3?» réplique David Biner. «Avoir une autonomie sur l'information est un élément de sécurité publique», reprend Pierre-Yves Maillard. «Avec la SSR, nous avons un service de médias qui appartient au peuple. Je ne comprends pas comment un parti qui se revendique «Volkspartei» veut le détruire pour le remplacer par des médias qui appartiennent à des milliardaires.» «Il n'y a pas que des milliardaires de droite», objecte Manfred Bühler, contrecar-

rant l'idée que l'initiative a pour but d'uniformiser les discours.

De la poudre aux yeux

Sur l'aspect financier pour les ménages, Pierre-Yves Maillard ajoute que les dernières coupes budgétaires (la redevance radio et télé est passée de 451 fr. à 335 fr. en 2021) le privent déjà de matches de football et qu'il faut payer des abonnements bien plus chers pour accéder aux mêmes contenus. Virginie Borel, directrice du Forum du bilinguisme, abonde: «L'initiative n'est que de la poudre aux yeux. On nous fait miroiter une économie immédiate, mais qui coûtera au final plus cher, car ce qu'on ne trouvera plus sur la SSR, on devra le payer ailleurs.»

Manfred Bühler à la relance: «Si le foot m'intéresse, je m'abonne. Mais je ne veux pas payer pour quelque chose qui

ne m'intéresse pas et qui ne fait pas partie du mandat du service public. Il n'y a, par exemple, pas besoin d'autant de chaînes musicales ni de dépenser de l'argent pour acheter des séries américaines...» Pour Pierre-Yves Maillard, la notion de solidarité est primordiale. «Si chacun paye que ce qu'il consomme, alors on arrête avec la Suisse. Ce principe de solidarité fait partie de l'idéal national. Je suis choqué qu'on veuille affaiblir cette institution. Je pourrais l'entendre d'un mouvement ultralibéral, mais pas d'un parti qui se réclame du peuple.»

Et Virginie Borel de relever le risque qui plane aussi sur les autres médias. En supprimant les bureaux régionaux pour tout centraliser à Zurich, une perte de synergie est à craindre. «Le cerveau humain est un champ de conquête d'in-

L'initiative «200 francs, ça suffit!»

Actuellement, les ménages privés paient une redevance de radio-télévision de 335 fr. par an. Les entreprises assujetties à la TVA s'acquittent elles aussi d'une redevance si leur chiffre d'affaires est de 500'000 fr. ou plus, le montant de la redevance dépendant alors du chiffre d'affaires. L'initiative «200 francs, ça suffit!», déposée le 10 août 2023 avec plus de 126'000 signatures, est portée principalement par l'UDC, le PLR et l'Union suisse des arts et métiers. Elle demande que la redevance Serafe soit réduite à 200 fr. pour les ménages privés, que toutes les entreprises en soient exonérées et que la SSR se limite à fournir un «service indispensable à la collectivité».

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent l'initiative, estimant qu'elle va trop loin. Le gouvernement a ainsi adopté un contre-projet visant à abaisser progressivement la redevance pour les ménages à 300 francs d'ici à 2029. Les entreprises bénéficieront également d'un allègement: dès 2027, seulement 20% environ des entreprises assujetties à la TVA paieront une redevance.

térêts privés. Nous avons besoin d'un média qui n'a pas de couleur politique ou idéologique pour faire contrepoids», conclut Pierre-Yves Maillard.

Un deuxième débat aura lieu le 23 février, à 18h, au Centre de culture et de loisirs de Saint-Imier. Le directeur de la RTS, Pascal Crittin, échangera avec Manfred Bühler, Stéphanie Mérillat, coprésidente du HC Bienne, et Hervé Gullotti, maire de Tramelan et candidat socialiste au Conseil exécutif bernois.

ETA réorganise ses sites et ses équipes à Moutier

Horlogerie L'entreprise du Swatch Group rénove l'une de ses usines prévôtoises. Ce chantier n'aura pas d'impact sur l'emploi, mais une grande partie du personnel devra être déplacée.

ETA s'apprête à rénover l'un de ses sites prévôtois. L'entreprise, propriété du Swatch Group, possède à l'heure actuelle deux usines à Moutier. Selon nos informations, celle dite de «l'ancienne Vénus», située à la rue des Fleurs, subira prochainement des transformations. Une situation qui oblige les responsables à déplacer les effectifs.

Contacté, ETA confirme ce jeudi que «l'un des deux sites doit être modernisé» et que cela a pour conséquence de forcer le déménagement de l'ensemble des machines et du personnel «sur d'autres sites de la région proche». La firme promet, par ailleurs, que cette situation n'aura pas d'impact sur l'emploi.

Elle indique qu'une discussion aura lieu avec chacune et chacun des 150 employés concernés «de manière adaptée quant à son futur lieu de travail». A l'heure actuelle toutefois, ETA ne compte pas donner davantage de précisions sur ce projet.

Avant les employés, les autorités prévôtoises avaient rendez-vous avec les représentants du groupe ETA jeudi matin. Le conseiller municipal Clément Piquerez avoue à nos confrères de RFJ qu'il est plutôt rassuré par les garanties du groupe horloger: «Des déménagements vont intervenir, mais on sent la direction d'ETA très attachée à Moutier, à sa main d'œuvre et à la qualité de son personnel».



S'il n'y a pas de licenciement prévu en Prévôté parmi les 150 salariés, des emplois seront transférés à Granges. Selon Clément Piquerez, une quarantaine d'employés viennent du canton de Soleure et pourront demander à travailler plus près de leur domicile. *ajr*

L'Aide suisse à la montagne mise sur le bois

Sonvilier La fondation souligne les fortes pressions auxquelles le secteur est soumis. A l'image de la scierie SYB, les entreprises doivent investir pour rester attractives.

L'Aide suisse à la montagne appelle à soutenir les entreprises de l'industrie du bois. Elle en fait sa thématique de l'année. La fondation l'a indiqué ce jeudi à Lausanne, à l'occasion du lancement d'une campagne placée sous le slogan «De la forêt au produit – l'économie du bois renforce les régions de montagne».

Les entreprises du secteur font vivre de nombreux ménages – environ 100'000 employés – à travers le pays et sont le troisième employeur, après le tourisme et l'agriculture, dans les zones montagneuses. Pour l'Aide suisse à la montagne, l'économie forestière et du bois n'en est pas moins

soumise «à une forte pression en matière d'efficacité et d'innovation». Des investissements élevés en découlent pour des firmes qui sont à 99% des petites et micro-entreprises.

Investir pour davantage de confort de travail

L'Aide suisse à la montagne cite notamment l'exemple de SYB, à Sonvilier. La scierie est l'une des dernières en activité dans le Jura bernois, alors que le vallon de Saint-Imier en comportait une douzaine il y a 50 ans. «C'est un métier qui est très lourd. On ne trouve bien-tôt plus de personnel qui veut faire des efforts conséquents», raconte Yves Bernard.

Le patron de l'entreprise évoque des employés qui ont changé d'orientation après moins d'une année. «Ils arrêtaient, car ils avaient des problèmes de dos, de muscles, et la santé y passait», détaille celui qui a lancé son activité en 1999.

Dès lors, les investissements deviennent essentiels pour apporter davantage de confort de travail. «Si la jeunesse arrive, que les machines sont dépassées et que l'on n'a pas un peu d'électronique et de confort, elle va choisir un autre métier», poursuit Yves Bernard. Mais ces investissements sont conséquents. La scierie de Sonvilier en a fait l'expérience en achetant un robot ventouse. «Il a fallu faire un bâtiment couvert et y mettre une structure pour le robot», précise le patron, qui évoque un «immense investissement» sans dévoiler de chiffres. *ajr*